

vrai que le gouvernement a décidé de ne pas dévoiler le nom des gens arrêtés en vertu de la loi sur les mesures de guerre parce que cela pourrait embarrasser certaines personnes, et ces personnes sont-elles de simples citoyens ou des hommes politiques?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Joliette a la parole.

* * *

L'AGRICULTURE

LA GRATUITÉ DU LAIT DANS LES ÉCOLES ET LES CENTRES D'HÉBERGEMENT

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Étant donné que plusieurs recommandations ont été faites en ce sens, pourrais-je demander au ministre s'il est disposé à dire si le ministère qu'il dirige travaille à la présentation d'une loi sur la gratuité du lait dans les écoles et dans les centres d'hébergement, cette année?

[Traduction]

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES PORTS

COME-BY-CHANCE—LA DEMANDE D'AIDE DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL POUR L'AMÉNAGEMENT DE QUAIS

M. Walter C. Carter (Saint-Jean-Ouest): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Travaux publics. Peut-il dire si son ministère a approuvé une demande d'aide du gouvernement de Terre-Neuve pour construire des installations de quais à Come by Chance, à Terre-Neuve.

L'hon. Arthur Laing (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, nous attendons des précisions à ce sujet.

Des voix: Oh, oh!

* * *

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

LE REMBOURSEMENT DES SERVICES D'OPTOMÉTRIE

M. W. C. Scott (Victoria-Haliburton): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le ministre le sait, les services d'optométrie ne sont pas acquittés à l'heure actuelle sous le régime de la loi sur les soins médicaux. Vu qu'il n'y a que 660 spécialistes des yeux au pays pour servir 20 millions de canadiens, et vu que 65 p. 100 des soins ophtalmologiques prodigués par...

M. l'Orateur: A l'ordre. Cela semble un discours à la présidence, ou du moins un mini-discours. Le député devrait poser sa question.

M. Scott: Ce sera court, monsieur l'Orateur. Le ministre prévoit-il inclure les services d'optométrie dans les prestations à frais partagés, aux termes de la loi?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Il n'y a pas encore de projets précis. La question sera cependant mise à l'étude à la prochaine conférence fédérale-provinciale des ministres de la Santé.

* * *

INFORMATION CANADA

LA PUBLICATION DES RÉSULTATS D'UN SONDAGE

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé d'Information Canada et lui souhaiter la bienvenue à son retour à la Chambre et au pays. Peut-il nous assurer qu'Information Canada n'empêche pas la diffusion des résultats d'un récent sondage d'opinion qui révèle une forte avance des conservateurs progressistes et un recul marqué des libéraux?

L'hon. Robert Stanbury (ministre d'État): Oui, monsieur l'Orateur.

* * *

L'INDUSTRIE

LES PRODUITS TEXTILES—DATE DE LA PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI ÉNONÇANT LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

[Français]

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Le 14 mai dernier, le ministre déclarait qu'il présenterait prochainement un bill concernant le textile et établissant la politique du gouvernement dans ce domaine. Est-il en mesure de dire quand ce bill sera présenté?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, cela dépend de l'ordre de la présentation des projets de loi à la Chambre. Le bill est presque prêt et j'espère qu'il sera adopté avant Noël.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

TERRE-NEUVE—LE CAS DES OUVRIERS LICENCIÉS DE LA LINCOLN CONSTRUCTION COMPANY

[Traduction]

M. Ambrose Hubert Peddle (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. Il était présent un peu plus tôt, mais il semble s'être évaporé. Je poserai donc ma question à son secrétaire parlementaire. Étant donné que des difficultés financières ont provoqué la brusque fermeture des opérations de la société Lincoln Construction située dans le centre de Terre-Neuve, et la mise à pied d'environ 250 hommes, le ministre pourrait-il promettre à la Chambre que les dossiers concernant l'assurance-chômage de ces